

sique et humaine de cette immense plaine herbeuse habitée par des minorités nomades rend cette région difficile à délimiter dans un accord qui soit viable et permanent. En pouvant défendre sa version des incidents frontaliers de 1969 devant la communauté internationale, Moscou jouissait d'avantages certains. Il est permis de penser que c'est ce qui a incité les Chinois à accorder plus de prix au profit qu'ils retireraient de relations diplomatiques plus étroites et de leur adhésion aux Nations Unies.

Tout inquiétés qu'ils soient par la menace soviétique à leur frontière, les Chinois sont tout aussi sensibles à l'offensive diplomatique lancée de Moscou dans le milieu des années soixante en direction de cette région qui va du Japon, au nord-est, à l'Inde, au sud. Moscou a conclu des accords aériens, commerciaux, diplomatiques et de coopération économique avec nombre de nations qui entourent la Chine. Bien qu'on ait fait la sourde oreille à un appel soviétique en faveur de la conclusion d'un accord de sécurité collective pour cette région, cette offre n'en constituait pas moins pour les dirigeants chinois, une autre tentative «des nouveaux tsars du Kremlin pour encercler la Chine». Au sud, la montée rapide de l'influence soviétique à la Nouvelle-Delhi, concrétisée lors de la signature toute récente d'un nouveau traité indo-soviétique et appuyée par la présence d'une flotte soviétique dans l'océan Indien, a poussé la Chine à resserrer ses liens avec le Pakistan. Au nord-est, l'amélioration des relations diplomatiques et économiques entre Tokyo et Moscou qui a conduit à des entretiens sur l'exploitation conjointe des ressources de la Sibirie, a été la cible d'accusations chinoises répétées où il était question de «collusion entre le révisionnisme soviétique et le militarisme japonais». Ainsi, au fur et à mesure que la menace américaine à la sécurité nationale chinoise et à ses intérêts régionaux s'estompe, la menace soviétique se dessine à la fois plus complète et plus dangereuse.

Et puis il y a le Japon

Les Chinois sont sérieusement préoccupés depuis peu par le Japon et ce qu'ils nomment «le retour du militarisme japonais». Cette hantise remonte à la guerre de Corée, à l'époque où la politique américaine vis-à-vis le Japon choisit d'accélérer la reconstruction du pays. Toutefois, les événements les plus significatifs de la dégradation des relations sino-japonaises s'inscrivent depuis l'arrivée au pouvoir en 1964 du premier ministre Sato. On iden-

tifie beaucoup plus facilement M. Sato à l'aile droite du parti libéral démocrate (PLD) au pouvoir que son prédécesseur M. Hayato Ikeda. Premier ministre, il a aligné la politique étrangère japonaise plus nettement sur celle des Etats-Unis. La fameuse lettre de Yoshida, qui révéla que le Japon refusait de recourir à la Banque d'importation et d'exportation pour financer d'importantes ventes à la Chine, et la normalisation des relations japonaises avec la Corée du Sud en 1965 ont provoqué de violentes attaques verbales de la part des Chinois sur le retour du «militarisme» japonais. Une page d'histoire avait été tournée mais on ne l'apprit qu'en 1969, car dans l'intervalle la Chine avait consacré toute son attention à l'escalade américaine au Vietnam, à la Révolution culturelle à l'intérieur de ses frontières et aux troubles frontaliers avec l'Union soviétique.

Le début du retrait américain du Vietnam, la fin des hostilités à sa frontière avec l'Union soviétique et le retour à de meilleures conditions à l'intérieur ont permis à Pékin d'accorder toute son attention au Japon. Il s'est en effet produit deux événements capitaux depuis: le communiqué Nixon-Sato, en date du mois de novembre 1969, et la prorogation du Traité sino-américain de coopération mutuelle et de sécurité collective. Les points du communiqué que Pékin trouvait intolérables faisaient de la Corée du Sud un élément «essentiel» à la sécurité japonaise et déclaraient «que le maintien de la paix et de la sécurité dans la région de Taïwan était aussi un facteur primordial pour la sécurité japonaise». Superposée à des années d'un commerce prospère entre le Japon et Taïwan, l'éventualité d'un engagement japonais direct visant à assurer la sécurité de Taïwan et de la région irritait particulièrement Pékin. Les dirigeants chinois interprétèrent ce libellé comme une menace directe d'intervention militaire japonaise dans les affaires internes de la Chine.

Les exégètes occidentaux et japonais du communiqué Nixon-Sato, d'accord avec l'interprétation chinoise, soutenaient que le texte constituait la première étape d'un engagement japonais déclaré en faveur du concept de la défense régionale, conformément à la «doctrine de Guam» du président Nixon. Selon eux, c'était le prix que le Japon devait payer pour la restitution d'Okinawa et d'autres îles de l'archipel Ryukyu. Ces mêmes critiques avaient également affirmé que cette sorte d'engagement régional obligerait le Japon à augmenter les crédits affectés à la défense et à accorder plus d'importance à son potentiel offensif aérien et naval.

Endiguée autrefois par les Etats-Unis, la Chine se retrouve en vive concurrence avec l'URSS et le Japon